



Une courte histoire de la Yougoslavie (4/6)

Par [Dr. Vladislav B. Sotirović](#)

Mondialisation.ca, 11 octobre 2019

[Oriental Review](#) 9 avril 2019

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [LES BALKANS](#)

Au cours des dernières années de la Guerre Froide (1949-1989), la République fédérative socialiste de Yougoslavie (RFSY) était le pays le plus grand, le plus développé et le plus diversifié sur le plan ethnoculturel de la péninsule des Balkans (Europe du Sud-Est). C'était une fédération non alignée composée de six républiques : Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine, Monténégro, Serbie et Slovénie. Outre ces six républiques, deux territoires distincts, le Kosovo-et-Métochie et la Voïvodine, avaient le statut de provinces autonomes en république de Serbie. Sans aucun doute, l'ex-Yougoslavie était un mélange de groupes ethniques et de religions, le christianisme orthodoxe, le catholicisme romain et l'islam étant les trois principales religions du pays. ¹

Le déclin de la Yougoslavie (1967-1981)

Coïncidant avec l'effondrement du communisme et la résurgence du nationalisme ethnique ² en Europe de l'Est à la fin des années 1980 et au début des années 1990, la RSFY a connu une période de crise politique et économique intense qui a finalement conduit le pays à la guerre civile, suivie de sa destruction finale. ³Après la mort de Tito en mai 1980, le gouvernement central s'est progressivement affaibli au moment même où le nationalisme militant se développait dans toutes les républiques yougoslaves, mais il a d'abord commencé chez les Albanais musulmans de Kosovo-et-Métochie au printemps 1981. Il y a eu une prolifération de partis politiques qui, d'une part, ont prôné l'indépendance totale des républiques et des provinces et, d'autre part, ont exhorté les puissances occidentales à soutenir la sécession des républiques du reste de la fédération (Serbie et Monténégro qui ont créé en 1992 la République Fédérale de Yougoslavie - la RFY). ⁴

Le processus d'effondrement progressif de la RSFY de Tito, qui s'est finalement terminé par la destruction totale du pays suivie d'une guerre civile sanglante, d'un nettoyage ethnique et de formes de génocide, a commencé moins d'un an après la mort de Tito dans la province autonome du Kosovo-et-Métochie, dans le sud de la Serbie, où les musulmans albanais ont organisé en mars 1981 des manifestations politiques de masse contre le gouvernement Serbe Républicain et le Gouvernement fédéral de Yougoslavie. À cette époque, leur revendication cruciale était de transformer le statut provincial du Kosovo-et-Métochie en statut républicain, mais il y avait aussi des exigences pour l'indépendance et même l'unification avec l'Albanie voisine.

La question des albanais yougoslaves dans la RSFY depuis 1981 n'est cependant pas devenue problématique, car c'était un problème aigu depuis les derniers mois de la Seconde Guerre mondiale. Pendant la guerre, la plus grande partie du Kosovo-et-Métochie

avait été incorporée dans la Grande Albanie fasciste de Mussolini, avec une capitale à Tirana. Cet « *État national unifié des albanais* » a également annexé les territoires occidentaux de la Macédoine yougoslave (Vardar). Néanmoins, lorsque les partisans de Tito commencèrent à pénétrer dans le Kosovo-et-Métochie en novembre 1944, les albanais locaux se révoltèrent massivement contre le fait que cette province allait être réintégrée dans n'importe quelle Yougoslavie ou Serbie d'après guerre, indépendamment du système politique du pays. ⁵ Finalement, la révolte anti-yougoslave des Albanais fut réprimée après six mois seulement par un usage massif des forces armées. ⁶ Aucune donnée pertinente concernant le nombre de victimes n'existe.



Le leader Soviét Leonid Brezhnev et Josip Tito à Kiev en 1973

Les problèmes des Albanais du Kosovo-et-Métochie sont réapparus en 1968 avec leur nouvelle agitation politique qui a suivi les manifestations politiques libérales massives à Belgrade, organisées initialement par les étudiants de l'Université de Belgrade. Le 2 juin 1968, lors d'une manifestation d'étudiants à Belgrade, la police eut recours à la violence, ce qui entraîna l'occupation des bâtiments de l'université par des manifestants. Les étudiants exigeaient de meilleures conditions à l'université, plus d'opportunités d'emploi après l'obtention du diplôme, la fin des brutalités policières et la fin des inégalités sociales (élimination de la « *bourgeoisie rouge* »). Ce mouvement étudiant s'inscrivait à l'époque dans le cadre d'une nouvelle tendance de la société yougoslave en tant que manifestation de l'insatisfaction nationale sur des bases sociales. Cette tendance se poursuivra bientôt avec les émeutes albanaises au Kosovo-et-Métochie et le mouvement croate de masse du début des années 1970 à la suite du Printemps Croate (1967-1972).

Les aspirations nationalistes croissantes, en particulier celles du printemps croate, qui avaient produit un renouveau culturel et linguistique croate, et les émeutes albanaises du Kosovo en 1968 et au début des années 1970, ont finalement été réprimées par la force par Josip Broz Tito et ses anciens camarades. En Croatie, il a chassé du pouvoir les jeunes dirigeants communistes croates et leurs partisans. Les idéologies nationales non

menaçantes des groupes nationaux émergents et plus petits étaient autorisées à fonctionner dans le cadre de leur renaissance culturelle et nationale. Les élites albanaises et bosniaques-Herzégoviniennes du parti musulman du Kosovo-et-Métochie n'ont cependant pas été touchées par les purges généralisées des jeunes dirigeants communistes dans d'autres parties du pays (notamment en Croatie et en Serbie) au début des années 1970.⁷ Néanmoins, les événements en Croatie et au Kosovo-et-Métochie ont conduit à la promulgation de la Constitution yougoslave de 1974. Elle donna aux six républiques constituantes et aux deux provinces autonomes beaucoup plus de pouvoir politique qu'elles n'en avaient obtenu, en fait, des unités administratives souveraines au sein de la semi-confédération.

Le début de la fin de l'idée propagandiste Titoïste de la « *fraternité et de l'unité* » yougoslave a essentiellement commencé en mars 1967 en Croatie⁸ pour être suivi par les événements de novembre 1968 au Kosovo-et-Métochie.

Le 17 mars 1967, de nombreuses institutions et organisations culturelles et universitaires croates se sont opposées à la prétendue marginalisation de la variante croate de la langue commune serbo-croate, comme en témoignent les premiers volumes du dictionnaire serbo-croate commun publié après l'Accord de Novi Sad sur la langue serbo-croate ou croato-serbe en 1954.⁹ Les croates ont dénoncé le fait que celui-ci reléguait au statut de dialecte une bonne partie de la langue croate usuelle, tandis que la variante serbe de la même langue était présentée comme une forme standard.¹⁰ La Déclaration croate sur le nom et le statut de la langue littéraire croate¹¹ n'a toutefois pas fait beaucoup de mal à la cause croate parce que la réponse de la LYC fut de condamner la Déclaration non seulement comme nationaliste, mais comme une provocation aux nationalistes parmi les Serbes, qui reçoivent maintenant un bon casus belli pour une réponse qui, effectivement, est vite arrivée.

Le 29 novembre 1968 (jour de la République yougoslave de la Titoslavie), les émeutes albanaises éclatèrent à Priština et dans d'autres villes du Kosovo-et-Métochie. Les manifestants ont exigé que la province de Serbie du Sud reçoive le statut de république et, par conséquent, le droit de sécession de la Yougoslavie,¹² ainsi que d'accueillir une université en langue albanaise séparée de l'université de Belgrade. Une autre revendication politique importante était que le Kosovo-et-Métochie soit rebaptisée Kosovo, car le terme [Métochie](#) a de profondes réminiscences historiques, culturelles et nationales sur le nationalisme serbe. En conséquence, la purge et les arrestations massives d'un parti ont suivi ces demandes, qui, soit dit en passant, ont eu lieu au moment même où d'importantes réformes étaient mises en œuvre dans la province. Bien que le statut de République n'ait pas été accordé à la province pour plusieurs raisons, le terme Métochie fut retiré de son nom officiel et le Kosovo reçut une université autonome (Université de Priština).¹³

L'agitation des albanais de Kosovo-et-Métochie s'est poursuivie tout au long des années 1980 et 1990, malgré le fait que, selon la dernière Constitution yougoslave de 1974, la province de Kosovo-et-Métochie (maintenant seulement le Kosovo, les albanais s'étant opposés au terme Métochie) a obtenu (comme la Voïvodine également) un statut avec une très large autonomie politique nationale et provinciale, essentiellement en mettant à niveau la province avec les républiques quant à leurs prérogatives politiques. Le Kosovo avait sa propre Constitution, son Académie, son Université, ses forces de sécurité, sa Présidence et

son Assemblée – toutes des prérogatives politiques de la république. En fait, il est très douteux que les autorités fédérales de Yougoslavie, qui ont accordé aux albanais un statut de minorité nationale et au Kosovo-et-Métochie (depuis 1974 seulement au Kosovo) une unité sous-fédérale (première région puis province), aient jamais été largement acceptées par les albanais du Kosovo-et-Métochie car ils avaient en fait toujours tendance à vivre dans une grande Albanie mais non en Yougoslavie.

L'hémorragie serbe sur la création et la promotion ultérieure de deux provinces en Serbie ne fut exposée ouvertement que par quelques intellectuels dissidents à la fin des années 1960 et au début des années 1970, mais ce sentiment est toutefois devenu un moteur majeur de la propagation du patriotisme national serbe depuis le milieu des années 1980. Ce fut le cas, par exemple, de Dobrica Ćosić et Jovan Marjanović qui, lors de la 14e Réunion du Comité Central de la Ligue des Communistes de Serbie (29-30 mai 1968), exprimèrent leur consternation devant la résurgence des nationalismes albanais et hongrois au Kosovo-et-Métochie et en Voïvodine. Ils étaient également frustrés par la revendication bosniaque-hégovinienne d'une nation (musulmane) distincte en Yougoslavie. En guise de punition, ils ont tous deux été virés du Comité Central quelques mois plus tard, accusés de propager les idées du nationalisme serbe. Dobrica Ćosić est devenu plus tard dans les années 1980 et 1990 l'un des principaux représentants culturels du patriotisme national serbe et le premier président de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) en 1992. ¹⁴

Conséquence directe des manifestations politiques massives des albanais au Kosovo-et-Métochie en 1968, une nouvelle Université fut créée à Priština, devenant rapidement un foyer de diffusion du nationalisme albanais et des idées sécessionnistes dans la province, en particulier après 1974, lorsque le terrorisme organisé contre les serbes a commencé avec comme conséquences des migrations serbes de la province vers le centre et le nord de la Serbie. ¹⁵ Le 18 novembre 1969, il a été décidé d'intégrer plusieurs institutions d'enseignement et de recherche (principalement des branches de l'université de Belgrade) dans l'université autonome de Priština, avec un enseignement en deux langues : l'albanais et le serbo-croate. L'université fut officiellement fondée le 15 février 1970. ¹⁶ L'université était la seule université de langue albanaise dans l'ex-Yougoslavie, même si les albanais de Macédoine devaient créer une université de langue albanaise similaire à Tetovo, mais cela ne s'est jamais produit.

La propagande albanaise prétend que jusqu'en 1970, l'accès à l'enseignement supérieur leur a été refusé, ce qui n'est pas vrai car tous les albanais yougoslaves avaient pleinement accès à toutes les universités yougoslaves comme tous les autres citoyens yougoslaves. Ce qui est vrai, cependant, c'est que depuis 1970, les albanais yougoslaves ont eu la possibilité d'étudier à l'université dans leur propre langue maternelle s'ils le voulaient. Toutefois, la qualité des études à l'université de Priština, en particulier la pratique des examens, était si médiocre que, fondamentalement, le diplôme de l'université n'était pas bien accueilli en dehors du Kosovo-et-Métochie, ni en Yougoslavie ni à l'étranger (où il n'était pas reconnu du tout), sauf en Albanie.

Les activités anti-yougoslaves de l'université de Priština ont commencé immédiatement (en 1971), dès qu'un accord fut signé avec l'université de Tirana en Albanie pour l'hébergement de 200 enseignants et professeurs albanais sur une période de cinq ans, officiellement afin d'aider à l'enseignement en langue albanaise et à la préparation des manuels scolaires universitaires. Cependant, dans la pratique, les manuels de sciences humanitaires et

sociales, notamment en ce qui concerne les études albanaises (histoire, géographie, ethnologie, ethnographie, langue, culture) étaient tout simplement importés directement d'Albanie, ce qui est formellement contraire à la loi yougoslave sur l'éducation. Même les programmes des cursus d'études ont été copiés de l'université de Tirana.

Depuis la fin des années 1970, l'université de Priština est en fait devenue une branche de l'université de Tirana. L'Université de Priština a connu une croissance rapide du nombre d'étudiants de langue albanaise (30 000 en 1981) car le processus d'adhésion et le niveau des études étaient si simples et même irréguliers que cette université est devenue la pire du pays. D'un autre côté, l'université de Priština a toutefois contribué de manière décisive à l'énorme progrès de la croissance du nationalisme albanais et des sentiments sécessionnistes. La proportion d'élèves albanophones est passée de 38 % en 1970 à 72 % en 1978.



Manifestations d'étudiants au Kosovo

Après la mort de Tito, la présidence fédérale fut partagée entre les républiques et les provinces autonomes dans une rotation (mandat d'un an). S'il est faux de dire que la Yougoslavie s'est immédiatement effondrée, il y avait des signes évidents que le pays avait commencé à aller dans cette direction depuis mars 1981, lorsque des émeutes de rue ont éclaté au Kosovo-et-Métochie et ont été brutalement réprimées le mois suivant par les forces de sécurité fédérales yougoslaves. ¹⁷

Sur le plan politique, le succès principal de l'université de Priština a été le soulèvement des albanais de souche dans la province contre les autorités fédérales et républicaines en 1981. Le soulèvement fut directement inspiré et organisé par les étudiants de l'université de Priština qui avaient été nourris par le nationalisme albanais et la propagande anti yougoslave pendant une décennie, bien que la situation des albanais de la province se soit rapidement améliorée avec la Constitution yougoslave de 1974, selon laquelle le Kosovo-et-Métochie (officiellement la Province Autonome Socialiste du Kosovo) ¹⁸ était en fait indépendant de la Serbie et, en pratique, beaucoup plus lié à l'Albanie qu'à la Yougoslavie.

Après 1974, la minorité serbophone de la province a subi une considérable discrimination, terreur, injustice et expulsion.¹⁹ Le plus haut niveau possible d'autonomie politique nationale entraîna une répression politique de la part de la majorité albanaise dont le but était de nettoyer la province aussi profondément que possible des serbes et des monténégrins afin de créer un Kosovo-et-Métochie (albanais) pur sur le plan ethnique. Bien que les conditions sociales et économiques de la population s'étaient améliorées, l'écart de développement avec les autres régions et républiques de Yougoslavie se creusa en raison de la structure asymétrique de l'économie du pays dans lequel la Slovénie et la Croatie occupaient une position privilégiée d'exploitation du reste du pays. Par conséquent, un mouvement d'albanais locaux pour une plus grande autonomie (république) dans les affaires provinciales a augmenté après la mort de Tito.²⁰

Il est vrai que la province méridionale de la Serbie était la région la plus pauvre de l'ex-Yougoslavie, bien qu'elle possédait des ressources minérales extrêmement riches qui, soit dit en passant, se trouvaient principalement dans le nord du Kosovo-et-Métochie peuplé par les serbes et non par les albanais. Il est également vrai que ces gisements de minerais et autres matières premières étaient traités et raffinés ailleurs en Yougoslavie, principalement en Croatie et en Slovénie, et, en tant que telle, la province et la Serbie en tant que république recevaient peu de bénéfices sur leurs richesses naturelles (aujourd'hui, les richesses naturelles du Kosovo-et-Métochie est aux mains des américains).

La principale raison du faible niveau de vie dans la province était toutefois le taux de natalité naturel extrêmement élevé (le plus élevé d'Europe) des albanais de souche (musulmans) et leur volonté de ne pas travailler mais plutôt de vivre des subventions de l'État. La province bénéficiait d'une aide financière régulière du gouvernement fédéral afin d'améliorer sa situation économique, étant donné que toutes les infrastructures économiques et surtout industrielles du Kosovo-et-Métochie étaient construites par la Serbie et en partie par les autorités fédérales yougoslaves. En même temps, un grand nombre d'albanais de Kosovo-et-Métochie travaillaient dans les pays occidentaux en tant que travailleurs invités (travailleurs immigrés) ainsi qu'en Slovénie. Enfin, la situation économique et le niveau de vie des albanais du Kosovo-et-Métochie étaient nettement meilleurs et plus élevés que ceux de l'Albanie, mère patrie albanaise depuis laquelle les citoyens albanais émigrent régulièrement vers les pays voisins, le Kosovo-et-Métochie yougoslave et la Macédoine occidentale yougoslave après la seconde guerre mondiale (environ 300 000 d'entre eux sont arrivés juste au Kosovo-et-Métochie) mais jamais dans le sens contraire.

Le 11 mars 1981, les étudiants de l'université de Priština se sont soulevés pour protester, officiellement, contre leurs conditions de vie misérables, mais très vite la protestation s'est transformée en de pures manifestations politiques à caractère sécessionniste. Le 1er avril, les manifestants réclamaient ouvertement le statut républicain de la province du Kosovo ou, en d'autres termes, la création de la septième unité fédérale dans la Yougoslavie de l'après-Tito. Ce jour-là (1er avril) ont eu lieu des combats entre la police et les manifestants dans les rues de Priština.

Pour être clair, le statut républicain n'a jamais été accordé aux albanais du Kosovo dans la Titoslavie pour trois raisons fondamentales :

- La crainte réelle des serbes et des communistes serbes de la sécession du Kosovo puis de son union avec l'Albanie.²¹

- Dans cette situation, les albanais, en tant que nation, seraient privilégiés par rapport à toutes les autres nations yougoslaves parce qu'ils auraient deux États nationaux (Albanie et Kosovo).
- Josip Broz Tito voulait personnellement punir les autorités communistes albanaises pour leur soutien à Staline dans son conflit avec Tito en 1948.

Ce que les sécessionnistes albanais ont bien compris après la mort de Tito, c'est que le moment était venu de passer à l'action au nom de la troisième raison (mentionnée plus haut), probablement cruciale, de l'unification finale du Kosovo-et-Métochie avec l'Albanie, et avait disparu avec le manque de solidité du gouvernement central yougoslave post-Tito, dans la nouvelle atmosphère politique. Les dirigeants communistes yougoslaves ont refusé de négocier avec les manifestants, en combinant la force et la promesse de progrès économique pour mettre un terme aux troubles. En réponse au nationalisme et au sécessionnisme albanais, ce n'est pas la Serbie mais le gouvernement yougoslave qui a imposé un couvre-feu et un état d'urgence dans la province avec l'intervention des forces de sécurité combinées (police et armée) de toutes les républiques yougoslaves. Selon certaines sources, environ un tiers de l'armée populaire yougoslave a été déployée au Kosovo et des chars sont apparus dans les rues de Priština pour la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale. Le soulèvement sécessionniste fut finalement brutalement réprimé : treize albanais trouvèrent la mort, 1 400 furent condamnés à des peines allant jusqu'à quinze ans de prison, 3 000 furent condamnés à des peines mineures allant jusqu'à trois mois, et quelque 6 000 reçurent d'autres formes de punition.

Quoi qu'il en soit, le soulèvement des albanais de Kosovo-et-Métochie en mars-avril 1981 marqua le début effectif de la désintégration progressive et de l'effondrement de la RSFY. Conséquence directe de la renaissance du chauvinisme national albanais en 1981, la terreur à l'égard des serbes et des monténégrins du Kosovo-et-Métochie s'est intensifiée dans les années 80, suivie par une émigration individuelle et collective de la population serbophone de la province. Les gouvernements yougoslave et serbe ne voulaient tout simplement pas entendre parler d'une telle évolution de la situation politique dans le sud de la Serbie et, par conséquent, quelconque homme politique serbe prêt à offrir une véritable protection aux serbes et aux monténégrins de Kosovo-et-Métochie était d'office extrêmement bien accueilli par les serbes de Yougoslavie. Cette personne semblait être Slobodan Milošević en 1987.

Vladislav B. Sotirović

[Article précédent](#)

Article original en anglais : [A Short History of Yugoslavia \(IV\)](#), *Oriental Review*, le 9 avril 2019

Traduit par Fabio, relu par Wayan pour [le Saker Francophone](#)

Notes

1. À propos de la structure ethno-nationale et confessionnelle de la Yougoslavie de 1918 à 1991, voir dans Tim Judah, *The Serbs: History, Myth & the Destruction of Yugoslavia*, New Haven–London: Yale University Press, 1997, 311–317 [↪](#)
2. Sur le nationalisme ethnique, voir Daniele Conversi (ed.), *Ethnonationalism in the Contemporary World: Walker Connor and the Study of Nationalism*, London–New York: Routledge Taylor & Francis Group, 2004 [↪](#)
3. À propos de la guerre civile en Yougoslavie dans les années 1990, voir Jelena Guskova,

- Istorija jugoslovenske krize 1990–2000, I–II, Beograd: IGAM, 2003 [↵](#)
4. Sur la Yougoslavie expliquée du point de vue occidental, voir John B. Allcock, *Explaining Yugoslavia*, New York: Columbia University Press, 2000 [↵](#)
 5. C'est une approche totalement erronée de la part de nombreux chercheurs sur la Yougoslavie de croire que la rébellion albanaise de 1944 au Kosovo-et-Métochie était totalement contre l'installation du nouveau régime communiste, comme dans Aleksandar Pavković, "National Liberations in Former Yugoslavia: When Will They End?", *East European Quarterly*, XXXVI, № 2, 2002, 235 [↵](#)
 6. Au cours de la seconde moitié des années 1940, le régime Titoïste s'est également heurté à la résistance armée et à l'opposition de petits groupes de guérilla des Tchetsniks royaux serbes dans les montagnes de Bosnie-Herzégovine et de Serbie. Cependant, cette seule source restante de résistance politico-nationale a finalement été éliminée par la force en 1949 [↵](#)
 7. Aleksandar Pavković, "National Liberations in Former Yugoslavia: When Will They End?", *East European Quarterly*, XXXVI, № 2, 2002, 238 [↵](#)
 8. Sur l'aspect sociolinguistique de la dissolution de l'ex-Yougoslavie, voir Владислав Б. Сотировић, Социолингвистички аспект распада Југославије и српско национално питање, Нови Сад–Србиње: Добрица књига, 2007 [↵](#)
 9. L'ancienne langue serbo-croate ou croato-serbe appartenait au groupe linguistique slave du Sud. Elle avait été utilisé dans l'ex-Yougoslavie à l'intérieur de ses frontières d'avant 1991 comme langue officielle dans toutes les républiques, sauf en Slovénie et en Macédoine. Elle avait été mise par écrit en latin ou en cyrillique, Christopher Moseley, R. E. Asher (eds.), *Atlas of the World's Languages*, London–New York: 1994, 226. À propos de l'ancienne langue serbo-croate, on distingue aujourd'hui les langues serbe, bosniaque, monténégrine et croate, voir Glanville Price (ed.), *Encyclopedia of the Languages of Europe*, Oxford, UK–Malden, Massachusetts: Blackwell Publishers Inc., 2000, 422–430 [↵](#)
 10. Dragutin Pavličević, *Povijest Hrvatske, Drugo, izmijenjeno i prošireno izdanje sa 16 povijesnih karata u boji*, Zagreb: Naklada P.I.P. Pavičić, 2000, 483 [↵](#)
 11. Le texte de la Déclaration a été « *conçu par des membres de Matica hrvatska, et signé par des membres dirigeants d'un certain nombre d'institutions culturelles et scientifiques croates* ». Milan Moguš, *A History of the Croatian Language: Toward a Common Standard*, Zagreb: Nakladni zavod Globus, 1995, 220 [↵](#)
 12. Le Parti communiste de Yougoslavie reconnu officiellement en 1924 le droit de sécession de la Yougoslavie et d'inclusion dans les États voisins (nationaux) des prochaines minorités ethniques : albanaises, bulgares et hongroises Радован Самарџић и други, Косово и Метохија у српској историји, Београд: СКЗ, 1989, 376 [↵](#)
 13. Gregory C. Ference (ed.), *Chronology of 20th-century East European History*, Detroit–Washington, D. C.–London: Gale Research Inc., 417. À comparer avec une approche albanaise, par exemple dans Peter R. Prifti, "Minority Politics: The Albanians in Yugoslavia", *Balkanistica*, 2, 1975, 7–30; Arshi Pipa, Repishti Sami, *Studies on Kosova*, New York, 1984; Albert M. Tosches, "The Albanian Lands: Continuity and Change in a Buffer Region", John Chay, Thomas E. Ross (eds.), *Buffer States in World Politics*, Boulder, Colorado, 1986 [↵](#)
 14. Gregory C. Ference (ed.), *Chronology of 20th-century East European History*, Detroit–Washington, D. C.–London: Gale Research Inc., 416 [↵](#)
 15. Sur le projet de chronique des crimes commis par les Albanais du Kosovo contre les Serbes de 1941 à 1989, voir Радован Самарџић и други, Косово и Метохија у српској историји, Београд: СКЗ, 1989, 405–436 [↵](#)
 16. Robert Elsie, *Historical Dictionary of Kosova*, Lanham, Maryland–Toronto–Oxford: The Scarecrow Press, Inc., 2004, 184 [↵](#)

17. Jan Palmowski, *A Dictionary of Twentieth-Century World History*, Reprinted with corrections, Oxford–New York: Oxford University Press, 1998, 675 [↵](#)
18. Richard Frucht (ed.), *Encyclopedia of Eastern Europe from the Congress of Vienna to the Fall of Communism*, New York–London: Garland Publishing, Inc., 2000, 428 [↵](#)
19. Uniquement entre 1981 et 1987 il y avait eu 22 307 émigrants d'origine serbe et monténégrine en provenance de Kosovo-et-Métochie Јеврем Дамњановић, Косовска голгота, Политика Intervju, Специјално издање, 1988-10-22, Београд, 38 [↵](#)
20. Richard Frucht (ed.), *Encyclopedia of Eastern Europe from the Congress of Vienna to the Fall of Communism*, New York–London: Garland Publishing, Inc., 2000, 428 [↵](#)
21. Sur le concept de Grande Albanie, voir Душан Т. Батаковић, Косово и Метохија: Историја и идеологија, Београд: Чигоја штампа, 2007, 183–202 [↵](#)

La source originale de cet article est [Oriental Review](#)

Copyright © [Dr. Vladislav B. Sotirović](#), [Oriental Review](#), 2019

Articles Par : [Dr. Vladislav B. Sotirović](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca